

# L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



25 février 2019

## *Venezuela : à qui profite la crise ?*

**Ce week-end, les convois « d'aide humanitaire » ont été bloqués aux frontières du Venezuela avec la Colombie et le Brésil. C'est avec le soutien de Donald Trump, mais aussi d'Emmanuel Macron, que Juan Guaidó s'est proclamé président à la place de Nicolas Maduro. Défenseur de la démocratie, ce jeune loup de droite ? L'affaire est cousue de fil blanc.**

Depuis un mois, les États-Unis, l'Union européenne et des gouvernements réactionnaires latino-américains font pression pour mettre à bas le régime de Maduro. Et les quelques cartons « d'aide humanitaire » promis ne sont rien à côté des conséquences des sanctions économiques prises par Trump, qui se dit par ailleurs prêt à une intervention militaire.

Pourtant le régime de Maduro, comme que celui de Chavez avant lui, n'a rien de « socialiste », rien de vraiment favorable à la population pauvre. C'est avec l'appui d'une large partie de l'armée que l'officier Hugo Chavez avait été élu, en 1998, président d'un pays en pleine crise économique et sociale. La montée du cours du pétrole dans les années qui ont suivi avait permis à son régime de prendre quelques mesures sociales. Si cela marchait un peu sur les pieds d'une fraction de la grande bourgeoisie vénézuélienne, la plus

liée aux États-Unis, il n'était pas question pour Chavez de toucher le moins du monde aux banques, aux hommes d'affaires vénézuéliens. La corruption du régime a limé sa popularité. L'effondrement du cours du pétrole a ruiné l'économie et fait plonger la population dans la misère. C'est, semble-t-il, l'occasion rêvée pour les États-Unis et autres grandes puissances de se débarrasser d'un régime qu'ils ne jugent pas assez docile à leurs intérêts.

Il n'est pas de sauveur suprême, pas plus un Maduro qu'un Chavez, pas plus que jadis un Lula dans ce Brésil où un homme d'extrême droite a profité de la crise pour venir au pouvoir. Certainement pas non plus un Guaidó, à la solde de la bourgeoisie vénézuélienne et des États-Unis. Face à la misère qui s'aggrave en Amérique Latine, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes.

## *Non au racisme, à l'antisémitisme et à toute instrumentalisation*

**Depuis l'agression verbale antisémite contre Alain Finkielkraut, le gouvernement et les responsables politiques de divers bords s'en sont donné à cœur joie pour calomnier le mouvement des Gilets jaunes. Aux oubliettes les revendications sur la justice sociale, la remise en place de l'ISF ou le pouvoir d'achat**

Pendant plus d'une semaine, tous les représentants du gouvernement ont mené la charge. Ils étaient bien aidés en cela par les entrepreneurs de la haine et garants de l'ordre social, tels Soral et Dieudonné, comme par leurs comparses d'extrême droite qui tentent de diffuser leurs idées nauséabondes dans les rassemblements de Gilets jaunes. Mais ces ennemis de classe sont très minoritaires dans les manifestations. Ils se font chasser des cortèges, comme ce fut le cas par exemple à Lyon il y a deux semaines, et hués dans beaucoup d'assemblées. Samedi dernier, de nombreuses banderoles dénonçaient le racisme et l'antisémitisme tout au long des défilés.

### **Les allumeurs de mèche**

Quant à Emmanuel Macron, il est mal placé pour faire aujourd'hui profession de foi antiraciste, lui qui mène une politique raciste contre les migrants et qui avait reçu en juin 2018, à Paris, le chef du gouvernement d'extrême droite d'Israël, Benjamin

Nétanyahou. Il en a profité pour amalgamer antisémitisme et antisionisme, et tenter de discréditer ainsi toute critique de la politique d'Israël notamment la colonisation planifiée des territoires palestiniens.

### **Plus grosse est la ficelle...**

Face à de telles accusations, on promettait aux Gilets jaunes la démobilisation. Mais force est de constater que le nombre de manifestants a augmenté samedi dernier.

Toujours ébranlé par une mobilisation qui ne veut pas finir, le gouvernement a usé de sa plus grosse ficelle pour tenter de calomnier ceux qui luttent. Face à une telle hypocrisie, les Gilets jaunes ont été nombreux à condamner tous les préjugés, la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme. Mais après trois mois de lutte, ce sont bien les thèmes de justice sociale, de salaires et de partage des richesses qui sont pour eux prioritaires. N'en déplaise aux plus riches, à ceux qui tiennent à leurs privilèges, et à ceux qui les représentent.

## **PSA Hérimoncourt : les salariés mobilisés contre la fermeture**

Plus de 800 personnes, salariés, familles et habitants d'Hérimoncourt (Doubs), ont manifesté ce samedi contre la fermeture annoncée du site PSA et le déménagement de l'activité vers le site de Vesoul. 230 emplois directs sont menacés.

Quelques semaines après la confirmation de la fermeture du site de Saint-Ouen (350 salariés), la direction de PSA a annoncé la fermeture de ce site historique, ouvert en 1810 par la famille Peugeot.

Les salariés de ces deux sites ne se laissent pas faire, et ils ont raison ! Pour empêcher la direction de continuer à jouer avec la vie des salariés, en supprimant à sa guise des postes et des sites pour faire plaisir aux actionnaires, c'est même à l'échelle de tout le groupe qu'il faudra se mobiliser.

### **Ford : ils ont osé**

La direction de Ford Blanquefort, près de Bordeaux a refusé l'offre de reprise de Punch Powerglide. Ford a osé déclarer que l'offre de reprise n'offrait pas de garantie pour l'emploi, Punch ne s'engageant à conserver que la moitié des emplois. Alors qu'avec Ford tous les salariés sont virés !

### **Ils ne manquent pas d'air**

Le gouvernement a annoncé vouloir rendre obligatoire le premier jour de carence pour l'ensemble des salariés. En effet, 70 % des salariés voient leur salaire maintenu par leur entreprise grâce aux accords de branche. Incapable de plaider l'efficacité médicale de cette mesure économique, le gouvernement se retranche derrière le principe d'égalité pour tous les salariés. Notamment avec les fonctionnaires qui se sont vu imposer le jour de carence... en janvier 2018 par le même gouvernement, là aussi, au nom de l'égalité avec les salariés du privé. Plus c'est gros, plus ça passe ?

### **Manifestations en Algérie :Bouteflika sur un volcan**

Vendredi et samedi, des milliers de manifestants ont défilé à Alger et dans d'autres villes du pays. C'est l'annonce d'un cinquième mandat pour Bouteflika qui a fait déborder le vase.

Son régime politique, c'est en effet celui des hauts gradés de l'armée, de politiciens et affairistes de tout poil qui se partagent la richesse des hydrocarbures. La population, elle, n'a droit qu'au manque de logements, à la hausse vertigineuse des prix, aux hôpitaux délabrés et à un enseignement bigot où l'on apprend surtout à prier. En 2018, le

chômage touchait 16,7 % de la population active et 26,4 % des jeunes.

Les travailleurs algériens ont de bonnes raisons d'être excédés du régime de Bouteflika, et des injustices qui vont avec.

### **Ils nous montrent la voie**

Les ouvriers de l'usine Sevelnord d'Hordain ne s'en laissent pas conter. Las de la mascarade des négociations sur les salaires, environ 200 collègues ont débrayé vendredi dernier.

Ce mardi, ce sont les salariés du site Valenciennes qui prennent le relais.

Ils ont bien raison, la grève et la mobilisation sont nos meilleurs arguments dans cette parodie de négociations !

### **C'est le capitalisme qui détruit la planète**

Depuis quelques semaines, des milliers d'étudiants et lycéens français se sont joints au mouvement européen « Friday for future ». En cet hiver qui a battu tous les records de dérèglements climatiques, manifester pour la planète semble d'une urgence criante et le faire simultanément dans plusieurs pays européens, voilà qui a de la gueule ! Espérons que la grève pour le climat du 15 mars sera une réussite.

Cependant, si exiger de nos dirigeants (français et européens) qu'ils prennent les mesures nécessaires pour faire baisser le réchauffement climatique est on ne peut plus juste, les vrais décideurs économiques, qui sont aussi les plus gros pollueurs, les capitalistes, n'accepteront aucune contrainte à leurs modes d'exploitation de la planète. Du moins tant que nous ne serons pas capables de les leur imposer concrètement dans leurs mines, leurs puits de pétrole et leurs usines. Quand nous dirigerons l'économie, nous serons en mesure de faire des choix réellement écologiques.

### **Épée de Damoclès sur les chômeurs**

Avec le mouvement des Gilets jaunes, le gouvernement n'ose pas sortir à grand bruit ses projets de lois contre les travailleurs. Alors, pour essayer de faire passer la réforme de l'assurance chômage, il se présente en sauveur, les négociations entre syndicats et patronat n'ayant pas abouti. Et pour cause, les patrons refusent de réduire la précarité. Normal, ça leur va très bien d'utiliser les travailleurs à leur guise. Mais ce que Macron ne crie pas fort, c'est que son but est d'économiser un milliard d'euros sur le dos des chômeurs. Comme sauveur, on fait mieux. Rien ne sert de discuter avec ces exploiteurs ; donnons-nous les moyens de revendiquer le partage des richesses et du temps de travail entre tous.